

06 JUIL 2020



PARTI SOCIALISTE DU
SENEGAL



"PS"

LA RESILIENCE
FACE A LA PANDEMIE DE LA COVID-19
& LES PERSPECTIVES DE SORTIE DE CRISE

CONTRIBUTION
DU PARTI SOCIALISTE DU SENEGAL
A LA REFLEXION PROSPECTIVE



INTRODUCTION

Le Parti Socialiste du Sénégal, premier parti africain membre de l'Internationale Socialiste, est profondément préoccupé par l'apparition brusque et la propagation rapide du coronavirus et ses graves conséquences sur l'humanité. Notre formation politique entend contribuer à la compréhension des dimensions socioéconomiques de la crise et aux transformations post pandémiques de la société en Afrique et dans le monde. Cette pandémie a montré notre humanité commune et notre interdépendance, comme l'a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, Antonio GUTERRES, et nous interpelle sur nos modes actuels d'existence, pour la sauvegarde de la vie sur terre et la préservation des intérêts des générations futures.

Mais, c'est surtout, en tant que sociaux-démocrates, en référence à nos valeurs de solidarité qui fondent notre foi et notre engagement auprès des populations que nous nous mobilisons fortement, pour agir au sein de notre formation politique, dans notre pays, en Afrique et dans le monde, afin que l'humanité toute entière puisse surmonter l'épreuve et parvenir à l'ouverture de nouvelles perspectives mondiales plus humaines.

Il s'agit, à cet égard, pour notre organisation, d'impulser solidairement la réflexion, en vue de décliner une nouvelle approche des relations économiques mondiales, davantage centrées sur le bien-être de l'homme et de tous les hommes.

Pour cela, il nous faudra arriver à redéfinir de nouveaux paradigmes capables de garantir le développement économique et social durable dans les pays les moins avancés, de promouvoir le commerce équitable entre les nations, de lutter contre les inégalités, de matérialiser la protection des personnes vulnérables et d'œuvrer pour la justice sociale, la paix et la sécurité dans le monde.

Notre responsabilité devient plus grande, à partir du moment où la mondialisation du système néo libéral a montré ses limites objectives devant la pandémie, au niveau sanitaire et de la protection sociale des populations,



avec les lourdes pertes en vies humaines, comme au niveau économique, avec la récession mondiale de grande ampleur, le chômage sans précédent et la chute vertigineuse des revenus des populations actives, pouvant déboucher sur une crise humanitaire mondiale.

A ce tableau sombre de la situation sanitaire et socioéconomique, née de la propagation planétaire de la maladie, vient s'ajouter la crise environnementale due au réchauffement climatique et au non-respect, surtout par les pays industrialisés, des normes édictées par les COP. Cette crise environnementale est à l'origine de plusieurs catastrophes naturelles et maladies affectant gravement les conditions de vie et d'existence de plus de sept milliards de personnes.

Nous ne pouvons pas éluder, parmi les défaillances du système mondial actuel, la situation difficile des migrants, des réfugiés, le terrorisme transfrontalier, ainsi que l'impact du numérique et de l'intelligence artificielle sur des secteurs essentiels comme l'agriculture, l'enseignement, la santé et l'innovation industrielle.

LE CONTEXTE INTERNATIONAL,

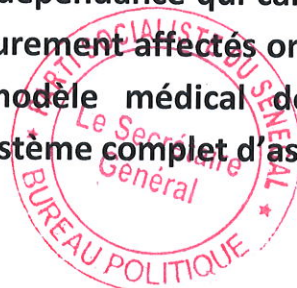
La pandémie de la covid 19 a occasionné une crise économique dans tous les pays du monde. Cette crise est consécutive au confinement des populations pour arrêter la propagation de la maladie. La fermeture des frontières aériennes, terrestres et maritimes a contribué à la contraction de l'activité économique. En effet, les heures de travail dans le monde ont diminué de 4,5 % au premier trimestre de 2020. Les trois quarts des travailleurs de l'économie informelle sont fortement affectés par les mesures de confinement. (Source : OIT). Le capital humain sera aussi affecté, car 85% des élèves dans le monde ne vont plus à l'école. Et, cela peut conduire à une montée des inégalités (source : Banque Mondiale).

L'apparition brutale de cette terrible maladie planétaire du coronavirus qui décime les populations de ce monde, aura suffisamment montré, en moins d'un trimestre, la vulnérabilité du système mondial actuel (néolibéral) et la



faiblesse de sa résilience devant des secousses de masse. Nous avons connu le krach boursier de 1929 et le new deal, nous avons connu la deuxième guerre mondiale et le plan marshal , nous avons connu le plan de sauvetage de l'économie mondiale consécutive à la crise financière de 2008 des subprimes ; Mais , nous n'avons pas jusque-là connu, en si peu de temps, un effondrement du cours des valeurs boursières et des cours des matières premières, traduisant un choc de l'offre qui réduit drastiquement la croissance de la production mondiale des biens et services. La grande récession économique consécutive au coronavirus, avec le confinement de la moitié de la population active mondiale, provoque un chômage sans précédent qui est en train de tisser sa toile d'araignée pouvant accroître la pauvreté et les précarités, les défaillances des marchés et les désorganisations sociales de tous ordres.

La pandémie de covid 19 marque indéniablement un tournant pour la santé publique et l'économie mondiale. Ses implications politiques, à court et à long termes, sont bien nombreuses. Tout porte à croire que nous allons rester dans un système dépressif de l'économie, pendant quelques années. L'économie mondiale, quasiment à l'arrêt, va générer une récession généralisée et partagée à son échelle. Les perspectives de la relance économique annoncent un redémarrage difficile, surtout dans les pays en perpétuelle recherche de financement. Au fur et à mesure que les pays se sont calfeutrés, le risque de récession s'est amplifié. Partout, les mesures extrêmes de restrictions ont déstructuré l'économie en quelques semaines. Les mesures prises à l'échelle des Banques centrales et des Etats auront un impact différent, en fonction des zones et vont accroître les écarts de développement, notamment avec les pays faibles où les économies sont fortement tributaires de l'extérieur, dans un contexte de restrictions à l'exportation et de circulation des personnes. Le FMI et certains gouvernements prévoient une récession économique qui pourrait atteindre -8% dans la zone euro. Le taux de croissance qui était attendu à 3,4% devrait s'établir à -3% en 2020, soit sa pire récession depuis la dépression de 1930. Le protectionnisme refait surface au niveau de certains pays, mais, il ne peut être une pratique durable, eu égard à l'interdépendance qui caractérise les économies. Les systèmes sanitaires des pays durement affectés ont connu des déséquilibres criards, montrant que le modèle médical doit être entièrement revu et corrigé, par l'adoption d'un système complet d'assistance médicale basé sur l'équité et la justice territoriale.



C'est aujourd'hui, par de nouvelles politiques sanitaires hardies, qu'il faudra préparer les crises similaires de demain, singulièrement en Afrique où le minimum sanitaire n'est pas atteint partout. Un ajustement dans les programmes globaux de développement doit intégrer cette donnée essentielle.

LE CONTEXTE AFRICAIN

Avec une population estimée à 1,3 milliard d'habitants, l'Afrique est mise à rude épreuve, avec les défis du sous-développement, du réchauffement climatique et du terrorisme. La pandémie a aggravé la situation de nombreux pays africains, en remettant en cause les efforts accomplis. Un mois de confinement a coûté à l'Afrique 69 milliards de dollars selon l'OCDE. Il a mis à rude épreuve des systèmes nationaux de santé publique, structurellement vulnérables.

La récession économique de large ampleur, de l'ordre de -4% du PIB mondial, affecte particulièrement l'économie des pays africains. Si nous prenons uniquement les travailleurs touchés du secteur informel, qui représentent deux milliards d'individus à l'échelle mondiale, leurs revenus vont baisser de 60%, pouvant même atteindre 80%, dans de nombreux pays africains. Les PIB de nombreux pays africains et de pays producteurs de pétrole comme le Nigéria, l'Angola, l'Algérie ou l'Afrique du sud ont pris un sacré coup, avec la baisse vertigineuse des prix des matières premières et des cours du pétrole.

L'agriculture en Afrique pourrait subir une perte de 79 milliards de dollars, selon le PAM, pouvant déboucher sur une crise alimentaire, en plus du tourisme, du transport aérien et maritime profondément affectés. Cette pandémie a perturbé les échanges au niveau des chaînes de valeurs, et a pénalisé les exportations des produits de base, provoquant des situations budgétaires très tendues qui limitent les capacités de réponses à la crise sanitaire des pays africains, en plus de nombreuses autres urgences propres à ces pays et liées au sous-développement.



Il convient aussi de noter, que selon la Banque Mondiale, la région d'Afrique subsaharienne devrait voir son activité économique se contracter de 2,8 % en 2020. Un repli le plus fort jamais enregistré, selon l'institution de Bretton Woods. On s'attend à une baisse encore plus importante du PIB par habitant, ce qui risque de faire tomber des millions de personnes dans la pauvreté. Cependant, la croissance pourrait reprendre en 2021 et atteindre 3,1 %, si la pandémie recule au deuxième semestre de 2020.

Il y a également la réduction des flux des échanges internationaux en ce qui concerne les transferts des fonds des migrants, les investissements directs étrangers. L'incapacité collective, surtout des pays industrialisés, à combattre le changement climatique a surtout provoqué des catastrophes écologiques un peu partout en Afrique, menaçant la vie de plus de vingt millions de personnes. La dépendance alimentaire et industrielle de l'Afrique s'est renforcée avec la crise de covid 19, eu égard aux perturbations des chaînes de valeurs à l'échelle mondiale et à la dégradation des échanges commerciaux, montrant que le minimum d'autosuffisance est devenu vital pour le continent. La pauvreté s'est accrue de 40%, dans de nombreuses parties de l'Afrique.

L'importance du secteur informel, utilisant 80% de la population active, dans de nombreux pays africains, doit les conduire vers des réformes structurelles, par la mise en place d'une politique fiscale universelle, équitable et équilibrée, afin de renforcer les moyens d'intervention sociale des Etats. Le renforcement du secteur de la santé en Afrique doit aussi être orienté vers la recherche médicale, afin que le continent se mette à produire ses propres médicaments. Le cadre régional de l'Union Africaine devrait être le site de création d'une industrie du médicament pour tous, avec la prise en compte, en relation avec l'OMS, de la pharmacopée africaine.

LE CONTEXTE SENEGALAIS

Le Sénégal, faisant partie des vingt-cinq pays sur cinquante-cinq les plus émergents en Afrique, avec un taux moyen de croissance régulier de 6% ces dernières années, a vigoureusement anticipé, en prenant des mesures hardies



de protection sociale, pour minimiser les impacts de la pandémie sur nos populations. De plus, notre pays a élargi ses interventions au niveau de l'UEMOA, de la CEDEAO, de l'Union Africaine, pour des stratégies conjointes de lutte et des Institutions multilatérales, en s'investissant particulièrement, dans le renforcement des capacités de résilience des pays africains et la défense des intérêts du continent. En particulier, le président Macky SALL a fait montre d'un réel leadership, en prenant l'initiative, courageuse et légitime de porter le plaidoyer d'une annulation de la dette publique des pays africains, et aussi d'un réaménagement de la dette commerciale, afin de permettre aux pays africains de mieux lutter contre les impacts de la maladie et de mieux répondre aux aspirations des populations.

Le Plan de Résilience Economique et Social (PRES), de 1000 milliards FCFA de la covid 19 a été arrêté par le gouvernement du Sénégal, pour minimiser la baisse attendue de la croissance économique et développer les capacités de résilience des entreprises, à la suite de ce violent choc du coronavirus. Ce plan de contingence est accompagné de la prise en charge sanitaire gratuite des malades du coronavirus et des cas suspects, en plus d'un important programme d'aide alimentaire et d'assistance sociale aux populations, pouvant impacter dix millions de personnes à revenu faible.

De plus, le Président du Sénégal a défini de nouvelles réformes en vue de maintenir la transformation économique du Sénégal et un programme allant dans le sens du renforcement de la construction, la réhabilitation et l'équipement des structures sanitaires de base et de référence, ainsi que de l'appui aux initiatives pour la Couverture maladie – ou sanitaire – universelle et d'équité territoriale.

Le plan national multidimensionnel conçu par le Sénégal n'aurait pu être concrétisé, s'il n'y avait pas l'action responsable de l'Etat et la confiance que voue le citoyen aux institutions étatiques. En cela, l'administration sénégalaise, toutes composantes comprises, a démontré sa grande capacité d'adaptation et d'innovation, en plus d'un dévouement et d'une abnégation dans l'accomplissement des différentes tâches et missions, surtout du personnel de santé positionné en première ligne dans ce combat.



Si, au Sénégal, le virus est apparu assez tôt avec l'arrivée du patient un (1), sa maîtrise rapide a évité la prolifération fulgurante qu'on a notée dans d'autres parties du continent. Gérer une pandémie tient absolument à la prise des bonnes décisions et au bon moment.

La complexité de la gestion de celle-ci est liée au fait que les restrictions drastiques, qu'elle impose, finissent par engendrer des tensions économiques mais, plus grave, elles finissent par développer des résistances farouches chez les populations soumises à des ruptures auxquelles l'épidémie fait appel. Combattre la covid 19 devient alors plus compliqué que soigner des malades ; il est bien souvent question de prendre en compte des équilibres sociétaux entre la riposte sanitaire et la nécessité de relancer la machine économique. Nous en savons un peu plus sur ce virus. Toutefois, la conviction la mieux partagée reste qu'il demeurera avec nous un bon bout de temps encore, au point que des leaders du monde finissent par se résoudre à l'éventualité d'une cohabitation avec le mal, en prêchant, définitivement, les bons réflexes de gestes barrières, dans un élan de sortie du confinement ou encore d'assouplissement des mesures, dans l'espoir d'un remède rapide.

Aujourd'hui que notre pays est à l'épreuve, tout le monde prend conscience du sens d'un Etat fort et juste et d'une société moderne et solidaire imprégnée des valeurs de liberté et de respect des droits de l'homme où l'individualisme, quelle qu'en soit la nature, n'a pas lieu d'être.

LES PERSPECTIVES

Le Parti Socialiste du Sénégal, conscient des enjeux et défis du moment, avait très tôt mené la réflexion lors de son XVème congrès ordinaire tenu en 2014 dont le thème général était " Le PS face aux défis de notre époque", en appelant à une mobilisation générale des forces sociales et politiques, vers des coalitions et solidarités, aussi bien au niveau national qu'international, afin d'avoir la capacité de vaincre les nouvelles menaces qui pèsent sur l'humanité. Notre formation politique avait déjà considéré que la crise financière de 2008 avait produit des effets dévastateurs sur la stabilité économique mondiale



obérant les conditions de vie et d'existence des populations, surtout dans les pays les moins avancés. Dans les résolutions de ce congrès ordinaire du PS, nous avons relevé, en effet, les considérations suivantes qui conservent leur brûlante actualité, dans ces moments particuliers, dont :

- la titrisation excessive de l'économie mondiale à la base de la crise de 2008 et de ses impacts négatifs à long terme sur l'économie réelle ;
- le commerce inégal qui prend des formes plus subtiles de nos jours ;
- le réchauffement climatique à grande échelle généré par un choix de technologie dans les pays industrialisés pour les besoins de croissance et de concurrence ;
- l'émigration clandestine et son lot de tragédies humaines ;
- le terrorisme ;
- la résurgence d'épidémies dans les pays moins avancés tels que le paludisme, Ebola, (aujourd'hui le coronavirus) pouvant affecter gravement la vie des populations.

Ces considérants constituaient les axes stratégiques de notre réflexion. L'épluchement de ces questionnements nous avaient permis de revisiter notre doctrine vers moins de centralisme et plus d'ouverture vers les autres forces politiques et sociales, à la lumière des réponses efficaces que nous devrions apporter aux défis nouveaux.

Nous pouvons affirmer que les défis de l'époque demeurent ceux d'aujourd'hui. Toutefois, la survenue de la pandémie a eu le mérite de les mettre en exergue et de les amplifier, en nous poussant à réfléchir sur :

- ce que devrait être la sociale démocratie pour son renforcement, en y apportant des innovations théoriques vers moins de centralisme et plus d'ouverture vers les mouvements citoyens, dans un système mondialisé où se cumulent la crise de la finance, la crise écologique et la crise sanitaire ;
- ce que devrait être le monde devant l'explosion des dettes publiques, dans les pays à faible revenu, consécutives à un système financier et budgétaire contraignant et défavorable au progrès économique, dans lesdits pays ;



- ce que devrait être le monde devant l'augmentation sensible de l'exploitation des ressources naturelles de la planète surtout dans les pays moins avancés et des menaces subséquentes de pénurie alimentaire, d'accroissement de la pauvreté des populations rurales ;
- ce que devrait être le monde devant le risque climatique et les catastrophes écologiques dues à la recherche du maximum de profit par des procédés industriels polluants, compromettant la survie de l'humanité sur terre ;
- ce que devrait être le monde devant le phénomène migratoire et ses lots de tragédies humaines ;
- ce que devrait être le monde devant la sur-urbanisation des villes ;
- ce que devrait être le monde devant la résurgence de maladies épidémiques et des nouvelles maladies émergentes pouvant décimer les populations les plus faibles ;
- ce que devrait être le monde devant la discrimination à l'égard des femmes et des filles, pourtant en première ligne dans la lutte contre la pandémie avec plus de 70% du personnel de santé.

Le Parti Socialiste tient à rappeler, à la conscience historique, ses propositions issues de ses congrès de 2014 et de 2019 qui devraient être retenues comme des solutions, dans le monde de demain post covid 19. Il s'agira de les faire prendre en charge par l'I.S :

- renforcer notre unité au sein de nos formations politiques respectives ;
- dynamiser les relations inter partis au sein de l'Internationale, en multipliant les échanges d'expériences ;
- développer l'interventionnisme, pour les solutions de sortie de crise et le renforcement du rôle de l'Etat, dans la régulation politique, économique et sociale ;
- réaffirmer notre idéal démocratique et notre attachement aux causes pan humaines et aux valeurs de liberté, de solidarité agissante, au regard des faillites et insuffisances du système mondial actuel ;



- accélérer l'intégration économique régionale et continentale de l'Afrique par la mise en œuvre de la Zone de Libre Echange Continental (ZLECA), afin d'avoir une économie continentale endogène et de procéder très vite à son industrialisation ;
- développer, au sein de nos Etats, l'agriculture familiale et les politiques d'autosuffisance pour assurer la sécurité alimentaire des populations ;
- développer, dans nos pays africains, à fort potentiel démographique, des programmes de développement durable dans lesquels les femmes et les jeunes doivent être présents à la table des décisions. Ces franges sociales sont impliquées fortement dans la production et l'innovation ;
- œuvrer pour le renforcement du rôle social de l'Etat et la nécessité d'avoir un système de santé public robuste, pour assurer la sécurité sanitaire des populations ;
- promouvoir l'édification d'une société moderne, rationnelle et responsable qui n'exclut personne par l'enracinement de la parité, de l'égalité et de la dignité humaine ;
- promouvoir la protection des populations vulnérables ;
- aller vers des réformes de la Charte des Nations Unies, pour une meilleure prise en compte de la représentation des pays africains ;
- lutter contre le protectionnisme, sous toutes ses formes, et promouvoir la coopération mutuellement bénéfique entre les nations et le multilatéralisme pour le développement économique et la cohésion mondiale ;
- garder la propriété collective sur les ressources naturelles et foncières, ainsi que le contrôle sur les grands moyens d'échange ;
- promouvoir le commerce équitable, la coopération entre les nations au niveau multilatéral et au niveau bilatéral et le dialogue des cultures ;
- vaincre le terrorisme sous toutes ses formes ;
- faire de l'éducation un pilier central de cette nouvelle société parce que la crise aura révélé que les nations disciplinées et rigoureuses sont plus aptes à agir efficacement et à éviter le pire. L'éducation au savoir-être sera renforcée



pour consolider une allégeance citoyenne plus forte plaçant l'adhésion aux valeurs républicaines, au sommet de la chaîne des multiples adhésions. Cette éducation, devenue un terrain fécond d'innovations inédites, deviendra un secteur prioritaire d'investissements et de recherche pour continuer à construire une société meilleure ;

- veiller à la préservation des intérêts des générations futures, dans les programmes de développement économique, social et culturel.

CONCLUSION

Nous voici donc encore à un moment existentiel critique pour le monde. La manière dont nous le gérerons affectera la cohésion de nos sociétés. Les priorités seront certainement centrées sur les questions de santé, d'éducation, d'économies endogènes qui garantissent les besoins les plus élémentaires des populations. La classe politique est plus que jamais interpellée. Alain Finkielkraut nous rappelle que « la véritable vertu politique reste l'amour du monde, le souci de le préserver, de l'améliorer, de le transformer, d'en faire un séjour plus humain ».

En tant que sociaux-démocrates, et faisant siennes les valeurs de solidarité et d'interdépendance, les militants et militantes du Parti Socialiste du Sénégal soutiennent tous ceux qui souffrent et œuvrent, autant que possible, pour garantir aux populations de ce monde une sortie rapide, juste et humaine de la crise, vers une société mondiale plus égalitaire et plus unie. Pour cela, notre Internationale devra accentuer sa visibilité et sa présence dans le monde, par une coopération plus accrue de nos formations politiques pour l'avènement d'un monde meilleur pour tous ceux qui y vivent.

Le coronavirus a renversé l'échelle des valeurs fondatrices de l'existence humaine. Assurément, depuis l'aube des temps, le monde a organisé la « production de biens et services », comme son axe basique. Tout part de l'économie et aboutit à l'économie. Le poids de chaque pays est mesuré, politiquement, socialement et même culturellement, en fonction du volume de son PIB !



Les échanges économiques internationaux constituent le socle qui configure la richesse, le pouvoir et, au demeurant, la pauvreté et son niveau de position dans le cénacle des nations.

En décembre 2019, un virus venu de Chine (encore la Chine, comme du temps de la prophétie musulmane !), a remis en cause la méthode de vivre des nations et des hommes et a indiqué le but négligé de l'existence terrestre : la survie de l'homme !

Peut-être, qu'à partir de maintenant, doit-on se dire que le développement réel est surtout humain (au-delà de l'économique, du social et du culturel) et que par conséquent, pour la survie de tous (grands et petits, riches et pauvres) l'avenir est forcément mutuel.

C'est le vrai défi du monde qui implique des choix économiques, politiques, socioculturels, écologiques bâtis sur la solidarité, la justice sociale et la survie de l'homme.

La période post covid-19 doit donner aux Etats l'opportunité de rediriger leurs économies, dans les secteurs qui prennent en compte la centralité de l'humain dans le développement économique et social. Au plan international, les relations entre les Etats devront privilégier le multilatéralisme.

Par la même occasion, l'homme devra se recentrer dans son écosystème. L'homme doit donner beaucoup plus de respect à son environnement, redéfinir ses rapports avec les autres espèces avec lesquelles il partage cette magnifique planète, qu'est la Terre.

Par ailleurs, l'organisation et le fonctionnement de la plupart des institutions internationales sont devenus archaïques. Un nouveau paradigme dans les relations internationales doit être mis en œuvre. Dorénavant, les relations entre les pays, comme au sein des instances internationales, doivent mettre en avant la solidarité, et surtout placer l'humain au-dessus de tous les intérêts égoïstes.

